



Par Rosmarie Carotti

Exposé de Monsieur Frank Engel, député européen et chef du groupe CSV à l'occasion d'une manifestation du cercle d'amis de la CDU-CSU à Luxembourg



Pour Frank Engel, il s'agit de la crise la plus grave depuis la grande crise inflationniste des années trente, qui a pris fin non pas en raison de l'amélioration des mécanismes d'intervention, contrairement aux idées propagées actuellement dans les milieux politiques et économiques, mais en raison de la Seconde Guerre mondiale à laquelle elle a même mené.

En 2009, et pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le commerce mondial a connu une régression, avec un recul de 12 %. Tous les États en subissent les effets mondiaux, mais en particulier l'Europe, car elle n'est pas politiquement organisée de manière à permettre une sortie de crise rapide. Si la Chine n'atténuait pas cette crise de différentes façons, nous serions sans aucun doute confrontés à une situation qui rappellerait la grande dépression.

Des réponses à la crise ont été cherchées et trouvées, afin d'éviter l'effondrement total de l'économie, mais le phénomène s'est entre-temps étendu à tous les secteurs et personne ne sait quand il prendra fin.

Frank Engel parle d'une crise structurelle dont les facteurs déclenchants, mais non la cause, résident dans les dysfonctionnements du secteur financier. Selon lui, ces derniers ont eu pour effet de mettre fin à un système économique et financier qui n'était plus viable. Nous aurions dû prendre conscience du fait que la déconnexion de l'économie financière et de l'économie réelle mènerait à une impasse.

C'est la cupidité qui a conduit à cette crise, c'est la cupidité qui s'oppose encore actuellement à une sortie de crise dynamique. L'économie de marché a jusqu'à présent échoué tout autant que l'économie d'État planifiée. 4 000 milliards d'euros se sont évaporés, c'est-à-dire un 4 suivi de 15 zéros. Il n'est tout simplement pas possible de produire durablement de la richesse à partir de rien. L'économie planifiée s'est efforcée d'y parvenir au moyen de cours de change réglementés et d'une production de monnaie planifiée, l'économie de marché a fait de même à l'aide de produits financiers pleins d'imagination.

Tel est le problème à résoudre. Les produits structurés sont toujours là, tout comme les comportements qui ont conduit à leur utilisation. On peut discourir sans fin sur la régulation, mais rien ne changera tant qu'il existera des assurances contre les défauts de remboursement, telles que celles qui

sont actuellement achetées massivement par les investisseurs en raison de la situation en Grèce. Ces investisseurs ne prennent aucun risque propre, mais spéculent sur le fait que la Grèce se retrouvera en défaut de paiement à un moment ou à un autre et devra en tout cas quitter la zone euro, ce qui n'est d'ailleurs pas possible.

Tout cela repose sur des modèles de comportement qui continuent d'exister, tels que les ventes à découvert, qui consistent essentiellement à effectuer des transactions avec des titres que l'on ne possède pas. Les tenants du libéralisme déclarent que les ventes à découvert constituent un instrument indispensable pour déterminer les prix sur le marché. Cela revient à inventer une transaction pour laquelle il faut avoir inventé préalablement une base pour déterminer un prix, qui n'a rien à voir avec tout cela. Ce discours ne peut pas être maintenu indéfiniment. Les ventes à découvert ont certes été brièvement interdites en Europe et aux États-Unis, en octobre 2008, après l'effondrement de Lehman Brothers, mais ont été curieusement autorisées le même jour en Chine.

Entre-temps, il y a bien eu un G-20, mais les inspirations nationales sont tellement diverses que l'on ne peut partir de l'hypothèse que le G-20 puisse constituer l'embryon d'un futur gouvernement de l'économie mondiale.

Les pratiques boursières viennent encore compliquer les choses. L'ancienne salle des marchés a disparu et a été remplacée par des ordinateurs qui sont programmés pour réagir à certains mouvements du marché. Prenons l'exemple concret de la dette d'un État et des contrats d'assurance correspondants. Quelque part, à Manhattan par exemple, la décision est prise d'acheter massivement ces contrats. Le phénomène d'achat se met en branle, quelque part un seuil est dépassé, la réaction des ordinateurs entraîne des variations des cours boursiers, jusqu'à ce que les investisseurs commencent à croire erronément que l'État en question est en cessation de paiements.

La Grèce a une dette qui excède son propre produit économique de toute une année, mais elle n'est pas seule dans ce cas. L'Italie est dans le même cas et le Japon est même deux fois plus endetté. Selon Frank Engel, il n'existe pas de relation causale obligatoire entre l'endettement ou le nouvel endettement d'un État, d'une part, et la probabilité que cet État connaisse une situation de cessation de paiements, d'autre part. Il en conclut que la régulation ne saurait avoir qu'un effet limité et que les interdictions de produits et de pratiques déterminés seront indispensables à moyen terme.

Selon M. Engel, si nous voulons tenter de surmonter la crise et si nous le faisons pour les gens, il faut revenir à la vérité élémentaire qu'il est également possible de se passer de ventes à découvert et qu'un prix peut également être déterminé autrement, c'est-à-dire sur la base de l'offre et de la demande d'une valeur réellement existante.

Frank Engel a finalement abordé le thème du Luxembourg en tant que centre financier et évoqué les tentatives d'asphyxie des centres financiers sous le prétexte de la crise. Selon lui, une application stricte de l'échange automatique

et obligatoire d'informations concernant la clientèle privée entraînerait la quasi-paralysie de la place bancaire. Il s'est également demandé si les États-Unis, avec leurs États off-shore, ou la Chine étaient également disposés à pratiquer cet échange automatique d'informations avec l'Europe.

L'Europe doit rechercher le capital dont elle a un besoin urgent pour la relance économique en dehors du continent européen, à des coûts qui ne sont pas supportables. Elle a besoin d'un volume considérable de capital à risque, afin de permettre à ses entreprises hautement innovantes de décoller et de se développer. L'Union européenne dispose de neuf fois moins de capital à risque que les États-Unis pour ses petites et moyennes entreprises innovantes.

Le bon sens fiscal et la morale fiscale sont nécessaires au lieu de la disparition des places financières. Pour l'union monétaire également, il conviendrait de se demander si nous avons bien le bon modèle. La banque centrale européenne, qui fonctionne selon le modèle allemand, ne dispose que d'un seul instrument, le taux d'intérêt. Sa compétence se limite à assurer la stabilité des prix et elle ne peut pas réévaluer ou dévaluer l'euro. C'est parce qu'elle n'en a pas le pouvoir que l'euro fait l'objet de spéculations. Selon Frank Engel, une approche plus politique des fluctuations des cours par la banque centrale, voire par un autre instrument, serait une bonne chose.

Contrairement au traité sur l'UE, une union monétaire exige, selon lui, une coresponsabilité. Une devise commune à plusieurs États souverains qui mènent leur propre politique économique et budgétaire ne peut tout simplement pas rester stable durablement. L'euro est une grande réalisation de l'unification européenne, mais à présent tous les critères de convergence fixés sont dépassés. À un tel niveau d'endettement, il ne reste plus de marge de manœuvre pour l'action politique.

Il importe peu que ce soit la banque centrale européenne, qui ne peut actuellement agir politiquement, le fonds monétaire européen, ou une agence européenne de la dette, qui apporte une solution. Ce qui importe, c'est qu'une solution soit trouvée. L'Europe a besoin de ressources financières pour pouvoir intervenir rapidement et avant que les marchés ne s'emballent. À cet effet, des moyens budgétaires supplémentaires sont nécessaires pour l'Union européenne, qui ne perçoit actuellement que 1,2 % du produit économique des États membres. Cela n'est pas suffisant pour constituer des réserves propres à l'Union européenne. Il s'agit de la survie d'une devise et, partant, de la survie de l'Union.

Une révision radicale de notre façon de penser est indispensable. Le processus d'intégration est tellement avancé que les dernières mesures à prendre sont la conséquence inéluctable des précédentes; à l'heure actuelle, tous les problèmes peuvent encore être résolus, il nous faut seulement le vouloir.